

Universal Periodic Review
(20th session, Oct–Nov 2014)
Contribution of UNESCO to Compilation of UN information
(to Part I. A. and to Part III - F, J, K, and P)

San Marino

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

Scope of international obligations: Human rights treaties which fall within the competence of UNESCO and international instruments adopted by UNESCO

I.1. Table:

<i>Title</i>	<i>Date of ratification, accession or succession dd/mm/yyyy</i>	<i>Declarations /reservations</i>	<i>Recognition of specific competences of treaty bodies</i>	<i>Reference to the rights within UNESCO's fields of competence</i>
Convention against Discrimination in Education (1960)	Not state party to this Convention	<i>Reservations to this Convention shall not be permitted</i>		Right to education
Convention on Technical and Vocational Education (1989)	Not state party to this Convention			Right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	18/10/1991 Ratification			Right to take part in cultural life
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003)	Not state party to this Convention			Right to take part in cultural life
Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005)	Not state party to this Convention			Right to take part in cultural life

II. Input to Part III. Implementation of international human rights obligations, taking into account applicable international humanitarian law to items F, J, K, and P

Right to education

Constitutional Framework:

2. La République de Saint-Marin ne possède pas de Constitution formelle. *Les Leges statutae Sancti Marini*, réunies, en latin, au début du XVII^e siècle, rassemblent le droit en vigueur à Saint-Marin en six livres dont le premier, en 62 articles, concerne le droit constitutionnel et le droit administratif de la République. Toutefois, ce droit a considérablement évolué depuis 1906.

3. C'est une **loi ordinaire du 8 juillet 1974**¹ qui définit aujourd'hui la forme générale du Gouvernement et, depuis sa révision en 2002, la hiérarchie des normes, mais la matière constitutionnelle est dispersée dans plusieurs autres textes, dont les plus récents, depuis 2003, sont désignés comme des lois constitutionnelles, et où l'on trouve les compétences des organes ou leur mode d'élection. Cette loi fut dernièrement modifiée en 2005. Selon l'**article 6** de la loi du 8 juillet 1974, "L'art, la science et l'enseignement sont libres. La loi garantit au citoyen le droit à des études libres et gratuites." De plus, selon l'**article 11**, "La République encourage dans le cadre des études, du travail, de l'activité sportive ou de loisir, le développement de la personnalité des jeunes et leur préparation à l'exercice libre et responsable des droits fondamentaux." Par ailleurs, l'**article 4** reconnaît que "Tous sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe ni de condition personnelle, économique, sociale, politique ou religieuse."².

Legislative Framework:

4. Le cadre législatif de base pour l'éducation à Saint-Marin est composé de:

- La **Loi 21/1998**³, qui prévoit que le système et les programmes des écoles de Saint-Marin doivent respecter le droit à l'égalité des chances pour tous les étudiants⁴.
- La **Loi 141/1990**, qui prévoit que les étudiants porteurs de handicap ont droit à un enseignement individualisé, réalisé par un enseignant "Tutor" et ils bénéficient du support des nouvelles technologies⁵.

Policy Framework:

- **Education des adultes**

¹ Loi accessible sur le site du Parlement national (le Grand Conseil Général) : http://www.consigliograndeegenerale.sm/contents/instance18/files/document/19164leggi_2695.pdf (Consulté le 28 novembre 2013)

² Traductions non officielles

³ Loi accessible sur le site du Parlement national (le Grand Conseil Général) : <http://www.consigliograndeegenerale.sm/online/Home/ArchivioLeggiDecreteRegolamenti/scheda17014668.html> (Consulté le 28 novembre 2013)

⁴ Rapport national de San Marino soumis pour la septième Consultation sur la mise en œuvre de la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (2000-2005), 2006, p. 1

⁵ Rapport national de San Marino soumis pour la septième Consultation sur la mise en œuvre de la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (2000-2005), 2006, p. 1

5. En ce qui concerne l'éducation des adultes, il existe plusieurs opportunités de formation offertes par les écoles, l'Université, les centres sociaux, les associations de volontariat, etc. Cependant, en 2006, il n'existait pas encore un réseau actif qui permette de réunir ces initiatives au sein d'un vrai système formatif intégré⁶.

- **Education des élèves étrangers**

6. Les étudiants venant de pays étrangers, résidant ou séjournant sur le territoire de la République de Saint-Marin sont intégrés de plein droit dans les classes. De plus, si cela est nécessaire, des cours sont organisés l'après-midi pour l'acquisition de la langue italienne⁷.

Cooperation:

7. Saint-Marin n'est pas partie à la Convention de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

8. Saint-Marin a soumis un rapport à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement dans le cadre de la :

- Sixième Consultation des Etats Membres (2001) (couvrant la période 1994-1999)
- Septième Consultation des Etats Membres (2007) (couvrant la période 2000-2005)

9. Cependant, Saint-Marin n'a pas soumis de rapport à l'UNESCO dans le cadre de la récente Huitième Consultation des Etats Membres (2013).

10. Saint-Marin n'a pas soumis de rapport à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO de 1974 sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales dans le cadre de la :

- Quatrième Consultation des Etats Membres (2009) (couvrant la période 2005-2008)
- Cinquième Consultation des Etats Membres (2013) (couvrant la période 2009-2012)

11. Saint-Marin a soumis un rapport à l'UNESCO sur la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO de 1976 sur le développement de l'éducation des adultes dans le cadre de la Première Consultation des Etats Membres (1993). Cependant, Saint-Marin n'a pas soumis de rapport à l'UNESCO dans le cadre de la Deuxième Consultation des Etats Membres (2011).

12. Saint Marin n'est pas partie à la Convention de l'UNESCO de 1989 sur l'enseignement technique et professionnel.

⁶ Rapport national de San Marino soumis pour la septième Consultation sur la mise en œuvre de la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (2000-2005), 2006, p. 2

⁷ Rapport national de San Marino soumis pour la septième Consultation sur la mise en œuvre de la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (2000-2005), 2006, p. 1

Freedom of opinion and expression

Achievements, best practices, challenges and constraints

Constitutional and Legislative Framework:

13. Freedom of expression is guaranteed under the Declaration of Citizens' Rights and of the Fundamental Principles of the San Marinese Legal Order (1974).⁸

14. Printed media is regulated under the Law No. 25/1998 (Law on Publishing Companies and Provisions for the Publishing Industry), which requires all printed media to be registered. Article 3 of the Law prohibits dominant positions in the market by one or more publishing/media companies.

15. Defamation is a criminal offence under Articles 183-185 of the Penal Code of San Marino (1974), punishable with imprisonment or a daily fine. Under Articles 3 and 7 of the Additional Law to the Penal Code, whoever by words or acts offends or threatens the State, the Captains Regent, the State Secretary, the Commanders General of the Noble Guard and the Militia, the Judicial Magistrates and public officials shall be punished with imprisonment of up to five years.

16. A freedom of information law does not currently exist in the country.

Media Self-Regulation:

17. Media self-regulatory mechanisms are currently nonexistent in the country.

Safety of Journalists:

18. UNESCO recorded no killing of journalists in San Marino between 2008 and 2012. Journalists work in a safe environment.

III. RECOMMENDATIONS

19. Dans le Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel du 15 mars 2010,⁹ Saint-Marin a fait l'objet de plusieurs recommandations.

- *3. Renforcer sa stratégie nationale, avec la pleine participation de toutes les parties prenantes concernées, en vue d'intégrer les droits de l'homme dans les politiques éducatives, dans les programmes et les manuels scolaires ainsi que dans les formations dispensées aux enseignants (Italie);*

⁸ <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/un-dpadm/unpan040713.pdf>

⁹ <http://upr-epu.com/files/168/G.F.pdf>

- 24. *Adopter des mesures législatives spécifiques afin d'ériger en infraction les châtements corporels (et pas uniquement les abus) en toutes circonstances, parallèlement à d'importantes campagnes de sensibilisation visant à promouvoir une culture générale de non-violence «par l'éducation, le dialogue et la coopération» (Espagne).*

20. La recommandation suivante fut rejetée par Saint-Marin:

- 21. *Lancer des programmes d'éducation ou de formation visant à promouvoir l'intégration des minorités sexuelles afin de prévenir la discrimination fondée sur la sexualité (Pays-Bas).*

Analysis:

21. Very little information is available on San Marino legislation and policies in education, either from United Nations or from national institutions. Since the last review in 2010, San Marino did not report on measures taken to implement the above-mentioned recommendations in the field of education.

Specific Recommendations for the 2nd cycle of UPR on the right to education:

22. San Marino is strongly encouraged to ratify the 1960 UNESCO Convention against Discrimination in Education.

23. San Marino is strongly encouraged to submit regular state reports for the periodic consultations of UNESCO's education related standard-setting instruments, notably regarding the Convention against discrimination in education.

24. San Marino is also encouraged to pursue its efforts to provide adults with increased educational opportunities.

Freedom of opinion and expression

25. San Marino is recommended to decriminalize defamation and place it within the civil code that is in accordance with international standards.

26. It is also recommended that the insult provisions and their penalties, provided for in the Penal Code of San Marino, be reformed to be better aligned with international standards on freedom of expression.

27. San Marino is encouraged to introduce a freedom of information law that is in accordance with international standard.

28. San Marino is recommended the development of self-regulatory mechanisms of the media in San Marino.

**Freedom of scientific research and
the right to benefit from scientific progress and its applications**

29. With regard to contribution of science and technology to development, San Marino is encouraged to report to UNESCO within the framework of the on-going consultations with Member States on the monitoring of the implementation and a possible revision of the 1974 Recommendation on the Status of Scientific Researchers, in particular on the measures undertaken in the country to implement such principles of the Recommendation as the obligation of state authorities to ensure that scientific researchers have the responsibility and the right to work in a spirit of intellectual freedom; to participate in the determination of the aims, content and methods of research, which should be compatible with respect for universal human rights and fundamental freedoms, as well as ecological and social responsibility; to creativity, occupational mobility, international cooperation for furtherance of international peace, cooperation and understanding, etc.